

Quelle place pour le numérique en classe ? Entrevue avec Jacques Daignault

Emiliano Arpin-Simonetti

Numéro 774, septembre–octobre 2014

Pour une éducation émancipatrice

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72458ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arpin-Simonetti, E. (2014). Quelle place pour le numérique en classe ? Entrevue avec Jacques Daignault. *Relations*, (774), 24–25.

Quelle place pour le numérique en classe?

Entrevue avec Jacques Daignault

Entre enthousiasme et scepticisme, l'intégration des nouvelles technologies en classe soulève d'importantes questions sur le plan éthique et pédagogique. Nous en avons discuté avec Jacques Daignault, professeur retraité du Département de sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Rimouski, campus Lévis. Il a longtemps enseigné la philosophie de l'éducation et les nouvelles technologies aux futurs enseignants, et mis sur pied différents projets d'intégration des TIC en classe utilisant les logiciels libres. Voici quelques extraits de l'entretien qu'il nous a accordé.



Pierre Pratt, *Le carré*,
2006, acrylique
sur papier

Relations: Les technologies de l'information et de la communication (TIC) s'invitent de plus en plus dans les salles de classe. Mais cette intégration est-elle inévitable, ou même nécessaire?

Jacques Daignault: Permettez-moi d'abord une remarque préalable. Je fais partie de ceux qui pensent que l'être humain ne peut pas exister sans les techniques prises au sens large, que ce soit par exemple les outils ou l'alphabet. Je pense à Bernard Stiegler qui, paraphrasant Simondon, disait que la technique est « anthropologiquement constitutive » : l'humain ne peut se développer sans les technologies et les technologies qu'il développe vont à leur tour le façonner. Le rêve absurde de revenir en arrière n'a donc aucun sens à l'égard des technologies. Nous sommes environnés par de nouveaux moyens de communication et de transmission de l'information, et il faut apprendre à vivre

avec. Je ne vois pas comment l'éducation pourrait exister en dehors du monde dans lequel s'incarne son activité.

Je dirais cependant qu'a priori, aucune technologie *en particulier* n'est nécessaire. Un enseignant aujourd'hui qui préférerait utiliser le tableau noir, la craie et la parole pourrait très bien réussir sa mission d'enseigner. Va-t-on le laisser faire, j'en doute; mais je suis convaincu qu'on peut réussir à enseigner admirablement bien avec de vieilles technologies.

Il y a toutefois un engouement pour les TIC, qui comporte un risque de voir dans ces technologies une panacée et de vouloir uniformiser, imposer un modèle pédagogique. Si je peux me permettre cette parenthèse, ça rejoint la problématique fondamentale à laquelle est confronté tout enseignant, qui est d'éviter le dogmatisme et l'indifférence avec ses élèves, deux pôles d'un même spectre de l'échec de l'éducation. À l'heure actuelle, les technologies sont l'objet d'une controverse où, de part et d'autre, on voit du dogmatisme et de l'indifférence. Mais tant que le débat demeure vivant, je suis confiant. Alors, *faut-il* intégrer les TIC en classe? Je dirais « pas nécessairement », mais comme il y a un engouement, comme la société en général en a fait presque un fétiche, il est important de savoir les utiliser pour en débattre.

Rel.: Les nouvelles technologies apportent-elles des avantages en éducation? Si oui, lesquels?

J. D.: Je crois qu'il y a des gains importants, comme l'accès extraordinaire à des tonnes de banques d'information. Il faut cependant préciser que cela n'est pas forcément synonyme d'accès à la *connaissance*. Si Internet et les TIC nous ont donné matériellement accès aux répertoires du patrimoine, ce n'est que le premier temps de l'apprentissage. On a accès à tellement d'information qu'il faut précisément développer de meilleures stratégies d'apprentissage pour transformer cette information en connaissance. Et ça, jamais une technologie ne le fera à notre place.

Ce phénoménal accès à l'information que procurent les TIC devient donc une lame à double tranchant dans un contexte où il y a une confusion croissante entre l'étudiant et le client. Depuis 35 ans, on a mis l'accent sur la consommation de l'information plutôt que sur l'effort du développement des connaissances. Ce phénomène a été selon moi exacerbé par les nouvelles technologies, qui peuvent induire, il faut l'admettre, une certaine paresse. Parce qu'ils ont accès à des informations qu'ils peuvent consommer immédiatement, les étudiants-clients ont l'impression que l'apprentissage est là et envisagent leurs droits en matière d'éducation comme des droits de consommateurs.

Cela dit, le « printemps érable » de 2012 a permis de voir que les jeunes savent faire un usage intelligent des médias sociaux pour participer au débat sur les finalités de l'éducation. Ça permet de croire qu'il y a moyen de faire un usage

intelligent, c'est-à-dire participatif, des moyens de communication et d'information sans tomber dans le piège de la facilité et de la consommation. Le rapport Parent, d'ailleurs, plaçait la participation au débat sur les finalités de l'éducation parmi les principaux critères de sa démocratisation.

Rel. : Cette participation inhérente aux technologies du Web 2.0 change-t-elle la façon d'apprendre? Peut-elle se traduire pédagogiquement?

J. D. : Beaucoup d'enseignants utilisent les nouvelles technologies dans leur pédagogie de façon que les jeunes, en rentrant chez eux, puissent continuer à travailler ensemble, dans la co-construction du savoir autour d'un projet d'équipe, en communiquant à distance. Dans ce domaine, des recherches intéressantes sont menées depuis quelques années et se penchent sur les tensions – entre des parents, des élèves et des enseignants – créées par cette idée d'amener le travail de coopération en dehors de la classe. Certains y voient un risque de divertissement, d'autres un risque de diluer l'apprentissage, alors que d'autres y croient dur comme fer. Pour moi, cette situation est signe que l'on est encore dans un état relativement sain dans notre effort d'appropriation de ces technologies.

Rel. : Comment faire en sorte que les élèves développent un esprit critique et une autonomie à l'égard des technologies?

J. D. : C'est une question extrêmement complexe. Tout d'abord, dans l'histoire, c'est rare qu'en une période d'à peu près 15 ans, une nouvelle technologie s'impose aussi largement à toute la société en commençant par les jeunes. L'héritage est un peu inversé, ici. Partout dans le monde, dans les sociétés plus développées technologiquement mais aussi ailleurs, les enfants en savent plus que les parents et que les enseignants concernant l'usage des TIC. La question, ce n'est donc pas de savoir comment leur montrer à utiliser techniquement la technologie; pour eux ça va presque de soi.

La tâche de l'enseignant consiste donc à créer les contraintes d'utilisation. La véritable autonomie est dans la capacité de s'imposer les bonnes contraintes pour apprendre et créer. Pour cela, il faut que l'enseignant amène l'élève à utiliser les technologies dans un espace d'apprentissage. C'est donc lui le premier qui doit faire un usage critique des technologies. C'est à lui de veiller à ce que l'enfant ne tombe pas dans la fascination de la consommation, ne s'enlise pas dans la paresse du divertissement et qu'il consente à faire des efforts.

Rel. : Ne croyez-vous pas que l'intégration dans la salle de classe des technologies issues de la chaîne de production et de consommation du techno-capitalisme ne risque d'inféoder davantage l'école à la logique marchande?

J. D. : Tout à fait, et c'est la raison pour laquelle j'ai tou-

jours milité pour le logiciel libre. Pour moi, une des manières d'éviter le piège de l'incitation commerciale, de la publicité et de la captation des forces d'attention, c'est d'utiliser le logiciel libre. Pour moi, le logiciel libre est une technologie différente, indissociable de communautés qui pensent autrement que dans la dynamique commerciale.

J'insiste sur le logiciel libre et non pas sur le logiciel «ouvert» ou «*opensource*» –qui est en quelque sorte une récupération marchande du premier– et en particulier sur celui qui exige des efforts. L'objectif n'est pas de transformer les jeunes en informaticiens, loin de là. Ce que

demande la communauté du libre, en échange des logiciels, forums, etc., c'est une participation. Pas nécessairement au code: elle peut prendre la forme d'une participation à la documentation des bogues ou encore dans le fait de rendre

publique une solution à un problème de fonctionnement. Aussi, quand je faisais faire une recherche en classe à mes étudiants, je leur demandais de ne pas la penser comme un exercice scolaire et de participer à la co-construction de la connaissance, d'essayer d'obtenir un résultat qui soit suffisamment solide pour qu'ils aient envie de le partager sur un wiki, dans un forum de discussion ou sur Facebook.

Je crois donc qu'on peut en partie éviter l'écueil de la manipulation commerciale de l'attention en utilisant non pas des logiciels qui ont été pensés pour nous faciliter la vie, mais plutôt ceux qui peuvent être adaptés à des objectifs d'apprentissage divers. L'adaptation peut être difficile si on n'est pas capable de programmer, mais des forums d'aide existent, bien que cela ne soit pas miraculeux.

Une autre stratégie que j'ai employée avec mes étudiants pour éviter le piège marchand en est une inspirée de la pensée d'Ivan Illich, qui rappelait l'importance de réparer les machines. Il s'agissait d'utiliser des ordinateurs recyclés, que les profs pouvaient personnaliser pour mieux se les approprier.

Il s'agit donc de différentes solutions qui permettent d'intégrer les TIC de manière conviviale plutôt qu'industrielle, pour reprendre les termes d'Illich, pour qui l'entretien de nos biens techniques impliquait par ailleurs une grande collaboration entre les usagers afin de mettre à contribution tous les talents. Il ne s'agit pas, en effet, de faire de chaque utilisateur un spécialiste de l'entretien. Ces solutions relèvent toutefois d'un engagement plus politique que pédagogique. Il faudrait donner aux enseignants et enseignantes un peu plus de liberté dans l'expression de leur engagement politique, au sens large du terme. Mais surtout, il faut souhaiter une meilleure éducation ou sensibilisation aux enjeux politiques relatifs à ces choix techniques et pédagogiques, dont on dit trop souvent, et à tort, qu'ils sont neutres. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR EMILIANO ARPIN-SIMONETTI